REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA
SECURITE SOCIALE ET DE LA JUSTICE

DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

DIRECTION DE LA GESTION DU PERSON-
NEL CIVIL DE L'ETAT

15/5/87,
DECRET N° 87190/ME /DGFP/DGPCE.0.07

Portant Reclassement et nomination de
Monsieur KIAKOUAMA (André), Professeur de CEG
4° échelon des cadres de la catégorie A
hiérarchie II des Services Sociaux
(Enseignement)

LE PREMIER MINISTRE

- S A S :**
- (/u la Constitution du 8 Juillet 1979 ;
 - (/u la loi n° 076/04 du 7 Décembre 1964, portant ratification de l'ordonnance n° 019/04 du 23 Août 1964 portant modification de certaines dispositions de la Constitution du 8 Juillet 1979 ;
 - (/u la loi n° 15/62 du 3 Février 1962, portant Statut Général des fonctionnaires ;
 - (/u l'arrêté n° 2007/FP du 21 Juin 1950 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
 - (/u le décret n° 59/23 du 30 Janvier 1959, fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E des fonctionnaires ;
 - (/u le décret n° 62/130/ME du 9 Mai 1962, fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
 - (/u le décret n° 62/195/FP du 5 Juillet 1962, fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
 - (/u le décret n° 62/197/FP du 5 Juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créés par la loi n° 15/62 du 3 Février 1962, portant Statut Général des fonctionnaires ;
 - (/u le décret n° 62/190/FP du 5 Juillet 1962, relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
 - (/u le décret n° 64/165 du 22 Mai 1964, fixant le Statut commun des cadres de l'Enseignement ;
 - (/u le décret n° 67/804 du 30 Septembre 1967, modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64/165 du 22.5.1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;
 - (/u le décret n° 67/50/FP-BE du 24 Février 1967, réglant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
 - (/u le décret n° 74/470 du 31 Décembre 1974, abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62/196/FP du 5 Juillet 1962, fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
 - (/u le décret n° 80/630 du 27 Décembre 1980, portant déblocage des Avancements des Agents de l'Etat ;
 - (/u le décret n° 84/856 du 8 Août 1984, portant nomination du Premier Ministre ;
 - (/u le décret n° 87/1172 du 10 Décembre 1986, portant nomination des Membres du Gouvernement ;
 - (/u le décret n° 87/1175 du 10 Décembre 1986, portant organisation des Intérim des Membres du Gouvernement ;
 - (/u le décret n° 85/260 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
 - (/u le décret n° 86/877 du 10 Juillet 1986, sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
 - (/u l'arrêté n° 5934/MEERFPES/DGFP/DGPCE du 11 Juin 1986 portant promotion au titre de l'année 1985 de certains Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement)

G.B.

C.F.

(/u la demande de l'intéressé en date du 6 octobre 1986 ;
(/u les résultats des concours d'entrée à l'INSEED pour la formation
des Professeurs de Lycée, Session de Mars 1984 ;

DECRET :

ARTICLE 1ER : En application des dispositions du décret n° 57504 du 30 Septembre 1967 susvisé, Monsieur KIANKOUAMA (Anré), Professeur de CM de 4° échelon indice 940 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les Lycées (CAPEL) Option : Français (1ère session 1986), délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Professeur Servifié de 3° échelon indice 1010 ACU = Néant.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 65577 du 18 Juillet 1986 susvisé, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 22 Septembre 1986, date effective de reprise de service de l'intéressé, à l'issue de son stage, sera ~~publié~~ publié au ~~JOURNAL OFFICIEL~~ JOURNAL OFFICIEL ~~de la République~~ de la République.

BRAZZAVILLE, le 15 MAI 1987

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail, de
la Sécurité Sociale et
de la Justice, Garde des
Sceaux,

Commandant Dieudonné KINSOUBA

Angé Edouard POINGUI

APPENDICES :

- JORPC 1
- DGFP/DGCE 3
- DGPCE/BSF 1
- D.C.B. 3
- D.C.F. 1
- DGAS/DPAA 3
- MEFA 3
- HESS/DPAA 3
- DOSSIER 3
- INTERESSE 1
- SGG/BC 2/-